

# La France, meilleure alliée de l'Arabie saoudite, au Liban comme en Syrie

LE MONDE | 28.12.2013 à 11h01 • Mis à jour le 28.12.2013 à 11h01 | Par Christophe Ayad

L'assassinat de Mohammed Chatah, proche conseiller de Saad Hariri, le chef de la communauté sunnite au Liban, est un coup dur pour l'Arabie saoudite autant que pour la France. L'héritier de Rafic Hariri est en effet un protégé de Riyad, où il a grandi et possède l'essentiel de ses affaires. Par ailleurs, il réside à Paris pour des raisons de sécurité depuis la chute de son gouvernement en janvier 2011.

Voyageant sans cesse entre les deux pays, Saad Hariri incarne l'alliance entre ces deux puissances proche-orientales scellée en 2005, au moment de l'assassinat de son père dans un complot impliquant le Hezbollah avec de probables ramifications en Syrie.

Attendu dimanche 29 et lundi 30 décembre en Arabie saoudite pour une visite, la deuxième depuis le début de son quinquennat, François Hollande est aujourd'hui considéré à Riyad comme le plus sûr allié occidental du royaume, champion de la cause sunnite face à l'« axe chiite » formé par l'Iran khomeiniste, la Syrie de Bachar Al-Assad et le Hezbollah libanais. M. Hollande sera reçu avec d'autant plus de chaleur que Riyad doute désormais ouvertement de la solidité de l'alliance avec son partenaire historique américain depuis la volte-face de Barack Obama sur les frappes militaires contre la Syrie début septembre et le pas de deux diplomatique engagé avec l'Iran, grand rival régional de l'Arabie.

## « LUNE DE MIEL » FRANCO-SAUDIENNE

Au contraire, la France, se félicite-t-on à Riyad, s'est illustrée par sa fermeté contre le régime syrien après l'attaque chimique dans la banlieue de Damas, le 21 août. Principaux parrains de la rébellion syrienne, qu'ils arment et qu'ils financent, les Saoudiens ont vécu le revirement de M. Obama comme une « *trahison* ». Et assurent être prêts à faire « *cavalier seul* » en Syrie. Paris aussi a mal vécu le double lâchage américain sur la Syrie : d'abord sur les frappes puis sur l'élaboration de la résolution encadrant le désarmement chimique de Damas.

La volonté de voir tomber le régime de Bachar Al-Assad n'est pas le seul ciment de l'actuelle « lune de miel » franco-saoudienne. Elle repose sur une égale méfiance envers le programme nucléaire iranien et les ambitions de suprématie régionale affichées par Téhéran. La sortie de Laurent Fabius, au moment de signer un accord intérimaire avec l'Iran sur le nucléaire, début novembre à Genève, a ravi les dirigeants saoudiens : face à la supposée « faiblesse » de John Kerry, le chef de la diplomatie française avait exigé, entre autres, que l'accord prenne en compte la centrale en construction d'Arak, destinée à produire du plutonium.

Paris y a gagné l'estime saoudienne et, espère-t-on à l'Élysée, quelques juteux contrats d'armement et d'équipement en remerciement de ses positions. Pour

l'instant, seul un contrat de rénovation de frégates a été signé par la France mais les 55 milliards de dollars (40 milliards d'euros) d'excédent budgétaire saoudien aiguïssent les appétits...

## **ALLIANCE ANCIENNE**

Bien que les deux capitales soient portées par des projets de société aux antipodes l'une de l'autre, notamment sur la laïcité, l'alliance Paris-Riyad est ancienne. Elle remonte au tournant donné par Jacques Chirac à la diplomatie française avec l'adoption, à l'été 2004, de la fameuse résolution 1 559 – rédigée conjointement avec l'administration Bush – du Conseil de sécurité de l'ONU exigeant le retrait de toutes les forces étrangères du Liban, c'est-à-dire des 30 000 soldats syriens, et le désarmement du Hezbollah, l'allié de Damas au pays du Cèdre.

La manœuvre, destinée à conforter Rafic Hariri, un ami personnel de Jacques Chirac, avait surpris jusqu'au Quai d'Orsay – et à la DST –, où perdure un fort courant pro-syrien et pro-baasiste, au nom de la lutte contre l'islamisme.

L'assassinat de Rafic Hariri en février 2005, qui a ulcéré Jacques Chirac mais aussi le roi Fahd d'Arabie saoudite et ses frères du clan des Soudaïri, allait conforter cette nouvelle « ligne saoudo-sunnite » de la France.

## **STRICTE « ORTHODOXIE CHIRAQUIENNE »**

Le régime de Bachar Al-Assad, pointé du doigt comme responsable de l'assassinat de Rafic Hariri, pliait dans un premier temps en retirant ses troupes du Liban au printemps 2005. Mais à force de patience et d'assassinats politiques, Bachar Al-Assad a repris pied au Liban. Il a été aidé en cela par la guerre ratée d'Israël contre le Hezbollah de l'été 2006, qui vit Tel-Aviv, Riyad, Washington et Paris unis dans l'espoir d'en finir avec la milice chiite pro-iranienne. Mais le Hezbollah sortit la tête haute du conflit et Bachar Al-Assad, qui ne lui ménagea pas son soutien, en retira toute la gloire.

Après une infructueuse tentative de rapprochement avec Bachar Al-Assad, Nicolas Sarkozy rompit, lui aussi, avec Damas en 2011, mais privilégia le Qatar par rapport à l'Arabie saoudite dans le Golfe. François Hollande a préféré revenir à une stricte « orthodoxie chiraquienne » en privilégiant le géant saoudien et en exigeant le départ de Bachar Al-Assad. Mais le tête-à-tête franco-saoudien, au Liban comme en Syrie, pourrait finir par se révéler gênant, alors que les Etats-Unis s'affranchissent de plus en plus de « l'axe sunnite ».

Outre un risque réel d'isolement à la conférence de Genève 2, Paris risque d'avoir d'autant plus de mal à justifier son compagnonnage avec Riyad que les dirigeants saoudiens soutiennent voire financent la répression en Egypte et continuent de mener une politique ultrarépressive en matière de droits de l'homme.